

14 octobre 2020

CBL Insurance Europe DAC (en liquidation) (« CBLIE »)

Monsieur ou Madame,

La présente lettre est envoyée aux assurés qui ont déclaré une créance, qui n'a pas encore été confirmée auprès de la société CBLIE, ou détenant une créance impayée mais confirmée, dans les deux cas aux assurés dont CBLIE détient les coordonnées.

La présente lettre est également envoyée à tous les courtiers, agents généraux administrateurs, agents tiers, intermédiaires et assurés ayant traité avec CBLIE. Tous ces courtiers, agents généraux administrateurs, agents tiers et intermédiaires sont priés d'envoyer la présente lettre à chaque client qui détient ou est susceptible de détenir une créance à l'encontre de CBLIE.

A la suite de notre lettre datée du 24 mars 2020, nous vous communiquons les éléments suivants :

1. la notification de la demande des co-liquidateurs déposée devant la Haute Cour d'Irlande (« la demande d'instructions ») et ;
2. la convocation d'une assemblée des créanciers de la Société (« l'Assemblée des Créanciers ») au cours de laquelle il sera déterminé par résolution si un Comité d'Inspection sera formé ou non et qui en sera membre.

Application d'instructions

Comme indiqué précédemment dans notre lettre datée de mars 2020, nous avons été informés et avons estimé qu'il est nécessaire de demander des instructions à la Haute Cour pour confirmer que les polices d'assurance souscrites par CBLIE ont cessé de produire leurs effets le 20 février 2020. Nous pouvons confirmer que le 1^{er} octobre 2020, les co-liquidateurs ont déposé une demande d'instructions et que la Haute Cour a transmis ses instructions concernant la signification de la demande d'instructions lors d'une audience initiale qui s'est tenue le vendredi 2 octobre 2020. Conformément à ces instructions, nous joignons aujourd'hui une notification de la présente demande qui contient des précisions concernant les questions qui seront traitées par la Cour et qui vous informe de votre droit à recevoir une copie de la demande et à transmettre vos observations à la Cour.

Veillez noter que la demande d'instructions traitera de la façon dont les catégories de créances seront traitées lors de la liquidation et que vous n'avez donc pas besoin d'être représenté individuellement, étant précisé que l'absence de réponse à la notification n'aura aucun impact négatif sur votre créance.

Assemblée des créanciers

Comme indiqué ci-dessus, nous convoquons une assemblée des créanciers afin de déterminer par voie de résolution si un comité d'inspection sera formé ou non et qui en sera membre. La réunion donnera également aux créanciers la possibilité d'interagir avec les co-liquidateurs.

La réunion se tiendra le 1^{er} décembre 2020 à 11 h (GMT).

La réunion se tiendra via Zoom compte tenu des restrictions actuelles liées au Covid-19 concernant les déplacements en Europe. Si vous souhaitez y assister, veuillez envoyer une confirmation à Colm Fitzpatrick par courriel : colm.fitzpatrick@kpmg.ie.

Les entreprises et les sociétés de personnes (« *partnerships* ») (mais pas les personnes physiques elles-mêmes) devront soumettre un formulaire de procuration qui est joint à la présente lettre, ou qui peut être téléchargé à l'adresse <https://cblinsuranceeurope.com/>.

Veuillez noter qu'il ne vous sera pas possible de débattre de votre propre créance et que votre absence éventuelle ne nuira pas à vos intérêts.

La mission du Comité d'Inspection consiste à fournir une assistance aux co-liquidateurs afin de procéder à la liquidation de la compagnie CBLIE en temps opportun et à approuver la rémunération et les coûts des liquidateurs en temps utile. Un maximum de cinq créanciers peuvent être nommés en tant que membres du Comité. Le cas échéant, nous vous saurions gré de bien vouloir nous informer de votre souhait à devenir membre du Comité. Dans l'hypothèse où il y aurait plus de cinq nominations, il sera sans doute nécessaire d'organiser un vote dans le cadre duquel les Créanciers choisiront les membres du Comité.

Coordonnées

Les correspondances ou demandes adressées aux co-liquidateurs seront adressées aux coordonnées suivantes.

Poste : CBL Insurance Europe DAC (en liquidation), KPMG Restructuring, 1 Stokes Place, St. Stephen's Green Dublin 2.

E-mail : policyqueries.cblie@kpmg.ie

Cordialement,



Cormac O'Connor
Co-liquidateur



Kieran Wallace
Co-liquidateur

LA HAUTE COUR

Numéro d'enregistrement 2020/77

COS

**DANS L’AFFAIRE CONCERNANT LA SOCIÉTÉ EN ACTIVITÉ DÉSIGNÉE, CBL
INSURANCE EUROPE**

ET DANS L’AFFAIRE CONCERNANT LA LOI SUR LES ASSURANCES DE 1936

ET DANS L’AFFAIRE CONCERNANT LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE 2014

**NOTIFICATION À CHAQUE PRENEUR D'ASSURANCE OU CRÉANCIER QUI A, OU EST
SUSCEPTIBLE DE DÉTENIR, UNE CRÉANCE À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ EN
ACTIVITÉ DÉSIGNÉE CBL INSURANCE EUROPE (EN LIQUIDATION) (LA « SOCIÉTÉ
»)**

Il est précisé que l'avocat des co-liquidateurs de la Société déposera une demande, à une date qui sera fixée par la Haute Cour dans le cadre de la procédure susmentionnée conformément à l'article 631, paragraphe 1 de la Loi sur les Sociétés de 2014 (la « **Demande d'Instructions** ») tendant à la résolution des questions suivantes qui ont été soulevées lors de la liquidation de la Société :

1. Un contrat d'assurance auquel la Société était partie à la date d'ouverture de la liquidation (la« **Date concernée** ») et qui n'a pas été résilié de plein droit en vertu de ses propres stipulations, cesse-t-il de produire des effets et/ou est-il résilié de toute autre façon, à la suite de l'ouverture de la procédure de liquidation de la Société et du retrait de l'autorisation d'exercice des activités d'assurance de la Société ?
2. Vu les dispositions de l'article 75, paragraphe 1 de la Loi de 1988 sur les faillites :
 - (a) Les créances fondées sur des polices d'assurance constituent-elles une « *obligation contractée* » ou créent-elles des obligations fondées sur un « *événement dommageable* » ?
 - (b) Si les créances fondées sur des polices d'assurance peuvent être prouvées en ce qu'elles sont tirées d'une « *obligation contractée* », quelle est la date pertinente (à savoir la date de conclusion du contrat ou la date de survenance de l'événement assuré) ?

- (c) Si les obligations peuvent être prouvées en ce qu'elles sont liées à une créance résultant d'un « événement dommageable » survenu avant la Date concernée, est-il suffisant que l'événement dommageable ou assuré soit survenu avant la Date concernée, sans qu'il soit nécessaire d'apporter d'autres preuves ?
 - (d) Si le dommage / l'événement ne sont pas suffisants, quelle preuve devra être produite afin que l'existence de la créance soit établie dans le cadre de la liquidation au sens de l'article 75, paragraphe 1 ?
3. Comment les co-liquidateurs devraient-ils traiter les créances qui pourraient être présentées dans le cadre de polices relatives à des événements qui ne sont pas survenus avant la Date concernée, mais qui sont susceptibles de se produire et d'être notifiées à la Société à une date future ?
4. Vu les dispositions du Règlement Solvabilité II :
- (a) quel est le champ d'application d'une « créance d'assurance » aux fins du Règlement 277(1) ?
 - (b) est-ce qu'une créance au titre de primes non acquises, découlant du fait que la Société n'assure plus le risque prévu par les contrats d'assurance conclus avant la Date Concernée en raison de l'ouverture de la procédure de liquidation (que le contrat soit résilié/inexécutable/annulé/ ou cesse de produire des effets) constitue-t-elle une « créance d'assurance » aux fins du règlement Solvabilité II ?
 - (c) Chaque sinistre déclaré dans le cadre d'une police d'assurance donnant lieu à une dette qui peut être prouvée dans le cadre de la liquidation, constitue-t-il une « créance d'assurance » aux fins du règlement 277(1) Solvabilité II ?
5. Ordonnance rendue en vertu de l'article 640 de la Loi sur les Sociétés de 2014 ;
6. Toute ordonnance supplémentaire ou toute autre ordonnance rendue par la présente Cour honorable sera réputée pertinente ; et
7. Ordonnance prévoyant que les frais de la présente demande constituent des frais de liquidation.

LA DEMANDE sera fondée sur la procédure déjà engagée devant la présente Cour, l'affidavit de Cormac O'Connor certifié le 29 septembre 2020 et l'annexe de celle-ci, l'affidavit de Grace Armstrong certifiée le 2 octobre 2020 et les pièces y afférentes, toute autre preuve susceptible d'être produite, compte tenu de la nature de l'affaire et des motifs qui seront invoqués.

EN VERTU DE L'ORDONNANCE datée du 2 octobre 2020, la Haute Cour a ordonné, *entre autres*, que tous les courtiers, les agents généraux administrateurs, les agents tiers et les intermédiaires et tous les preneurs d'assurance dont l'adresse a été communiquée aux co-liquidateurs, seront informés de la demande des co-liquidateurs sur le fondement de laquelle des instructions plus détaillées seront communiquées par la Cour le vendredi 27 novembre 2020 à 11 h.

La Cour a également ordonné à toute personne souhaitant participer à la Demande d'instructions d'informer McCann FitzGerald, avocats des co-liquidateurs, de leur intention de le faire, au plus tard le vendredi 20 novembre 2020.

De telles parties recevront une copie de la Demande d'instructions (y compris un dossier, un affidavit et une pièce jointe *ex parte*). La correspondance sera adressée par courriel à grace.armstrong@mccannfitzgerald.com ou par la poste à McCann FitzGerald, Riverside One, Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, à l'attention de Grace Armstrong.

Daté du 14 octobre 2020

McCann FitzGerald
Avocats des co-liquidateurs
Riverside One
Sir John Rogerson's Quay
Dublin 2

(In Liquidation)

ENGLISH TRANSLATION
FOR INFORMATION PURPOSES

CBL Insurance Europe DAC (in liquidation) (“CBLIE”)

Dear Sir or Madam,

This letter is being sent to policyholders who have lodged a claim with CBLIE which has yet to be agreed, or who have an agreed unpaid claim, in both instances where CBLIE has contact details for those policyholders.

This letter is also being sent to all brokers, managing general agents, third party agents, intermediaries and policyholders who have placed business with CBLIE. All such brokers, managing general agents, third party agents and intermediaries are hereby requested to send this letter to each and every client who has or may have a claim against CBLIE.

Further to our letter dated 24th March 2020, we enclose the following:

1. notice of the Joint Liquidators’ application to the High Court of Ireland for Directions (“the Directions Application”) and;
2. notice of a meeting of the Company’s creditors (“the Creditors Meeting”) at which it will be determined by resolution whether or not a Committee of Inspection will be formed and who will be the members of the committee.

Directions Application

As previously advised in our letter in March 2020, we were advised and were of the view that it is necessary to seek Directions from the High Court to confirm that insurance policies written by CBLIE ceased to produce effects on the 20th February 2020. We can confirm that on 1 October 2020, the Joint Liquidators issued a Directions Application and the High Court gave directions in relation to service of the Directions Application at an initial hearing on Friday 2 October 2020. In accordance with those directions, we now enclose a notice of this application which provides further details in relation to the questions to be determined by the Court and your entitlement to be provided with a copy of the application and to make submissions to the Court.

Please note that the Directions Application will deal with how classes of claims are dealt with in the liquidation and accordingly you do not need to be individually represented nor will a failure to respond to the notice adversely impact your claim.

Creditors Meeting

As mentioned above, we are convening a meeting of creditors for the purposes of determining by resolution whether or not a Committee of Inspection will be formed and who will be the members of the Committee of Inspection. The meeting will also provide creditors with the opportunity to interact with the Joint Liquidators.

The meeting will be held at 11.00am (GMT) on 1st December 2020.

The meeting will be held via Zoom given the current Covid-19 restrictions around travel within Europe. If you wish to attend please confirm to Colm Fitzpatrick by email: colm.fitzpatrick@kpmg.ie

Corporates and partnerships (but not individuals) will need to submit a proxy form which is enclosed or can be downloaded at <https://cblinsuranceeurope.com/>

Please note that there will be no opportunity to discuss your individual claim and your interests will not be adversely impacted should you choose not to attend.

The purpose of the Committee of Inspection is to assist the Joint Liquidators in the timely wind-up of CBLIE and to approve the Liquidators' remuneration and costs in due course. A maximum of five creditors can be appointed to the Committee. If you are interested in being on the Committee please let us know. If there are more than five nominations it may be necessary to have a vote where Creditors choose who should be elected.

Contact details

Correspondence or queries for the Joint Liquidators should be sent using the details below.

Post: CBL Insurance Europe DAC (in liquidation), KPMG Restructuring, 1 Stokes Place, St. Stephen's Green Dublin 2.

Email: policyqueries.cblie@kpmg.ie

Yours Sincerely,



Cormac O'Connor
Joint Liquidator



Kieran Wallace
Joint Liquidator

THE HIGH COURT

Record Number 2020/77 COS

IN THE MATTER OF CBL INSURANCE EUROPE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY

AND IN THE MATTER OF THE INSURANCE ACT 1936

AND IN THE MATTER OF THE COMPANIES ACT 2014

NOTICE TO EACH POLICYHOLDER OR CREDITOR WHO HAS, OR MAY HAVE, A CLAIM AGAINST CBL INSURANCE EUROPE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY (IN LIQUIDATION) (THE “COMPANY”)

Notice is hereby given that Counsel for the Joint Liquidators of the Company will on a date to be fixed by the High Court, apply in the above-mentioned proceedings pursuant to section 631(1) of the Companies Act 2014 (the “**Directions Application**”) for the determination of the following questions which have arisen in the winding-up of the Company:

1. Does a contract of insurance to which the Company was party at the date of the commencement of the winding-up (the “**Relevant Date**”) and which has not terminated automatically according to its own terms, cease to have effect and/or otherwise terminate as a result of the commencement of the winding-up of the Company, and the withdrawal of the Company’s authorisation to carry out the business of an insurance undertaking?
2. Having regard to the provisions of section 75(1) of the Bankruptcy Act 1988:
 - (a) Are claims under policies of insurance liabilities that arise from an “*obligation incurred*”; or liabilities based on a “*wrong*”?
 - (b) If claims under insurance policies are provable based on an “*obligation incurred*”, what is the relevant date (i.e. the date of entry into the contract or the date of the occurrence of the insured event)?
 - (c) If liabilities are provable on condition they relate to a claim that arises from a “*wrong*” that occurred before the Relevant Date, is it sufficient that the wrong or insured event occurred before the Relevant Date, without more?
 - (d) If the wrong / event is not sufficient, what more must be proved for the claim to be provable in the liquidation within the meaning of section 75(1)?

3. How should the Joint Liquidators treat claims which may be made under policies which relate to events which have not occurred before the Relevant Date, but which may occur and be notified to the Company at some point in the future?
4. Having regard to the provisions of the Solvency II Regulations:
 - (a) what is the scope of an "insurance claim" for the purposes of Regulation 277(1)?
 - (b) does a claim for unearned premia that arises as a result of the Company no longer being "on risk" under insurance contracts entered before the Relevant Date owing to the commencement of the winding up (whether the contract is terminated/ frustrated/ cancelled/ or otherwise ceases to produce effects) rank as an "insurance claim" for the purposes of Solvency II?
 - (c) Is every claim that is made under an insurance policy which gives rise to a provable debt in the liquidation, an "insurance claim" for the purposes of Regulation 277(1) of the Solvency II?
5. An Order pursuant to section 640 of the Companies Act 2014;
6. Such further or other Orders as to this Honourable Court shall seem fit; and
7. An Order providing for the costs of this application to be costs in the Liquidation.

WHICH APPLICATION will be grounded on the proceedings already had herein, the affidavit of Cormac O'Connor sworn on 29 September 2020 and the exhibit thereto, the affidavit of Grace Armstrong sworn on 2 October 2020 and the exhibits thereto, such further or other evidence as may be adduced, the nature of the case and the reasons to be offered.

PURSUANT TO AN ORDER dated 2 October 2020 the High Court directed, *inter alia*, that all brokers, managing general agents, third party agents and, intermediaries and all policyholders for whom the Joint Liquidators have addresses, should be notified of the Joint Liquidators' application which has been listed for further directions by the Court on Friday 27 November 2020 at 11am.

The Court also directed that any person wishing to participate in the Directions Application should notify McCann FitzGerald, solicitors for the Joint Liquidators, of their intention to do so, on or before 5pm on Friday 20 November 2020.

Any such parties will be provided with a copy of the Directions Application (including an *ex parte* docket, affidavit and exhibit). Correspondence should be addressed by email to grace.armstrong@mccannfitzgerald.com or by post to McCann FitzGerald, Riverside One, Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2 marked for the attention of Grace Armstrong.

Dated this 14th day of October 2020

McCann FitzGerald
Solicitors for the Joint Liquidators
Riverside One
Sir John Rogerson's Quay
Dublin 2

THE HIGH COURT

Record No. 2020/77 COS

IN THE MATTER OF CBL INSURANCE EUROPE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY
AND IN THE MATTER OF THE INSURANCE ACT 1936
AND IN THE MATTER OF THE COMPANIES ACT 2014

NOTICE TO CREDITORS

Meeting of Creditors

The Joint Liquidators have decided to summon a meeting of creditors of CBL Insurance Europe DAC (in liquidation) (the “**Company**”) and the purpose of the meeting is to determine by resolution:

- (a) Whether or not a committee of inspection (the “**Committee**”) is to be appointed: and
- (b) Who are to be the members of the Committee, if so appointed. The proposed members of the Committee are (1) the United Kingdom’s Financial Services Compensation Scheme, (2) LBC Holdings Europe Limited and (3) Ronan Ryan (a former employee of the Company).

Due to the COVID-19 outbreak, the Creditors’ Meeting will not be physically held, but the Company’s creditors will be entitled to attend and vote at a Zoom meeting. The Meeting will take place at 11 a.m. (GMT) on 1st December 2020. If you wish to attend the Zoom meeting, please confirm this by email to Colm Fitzpatrick at KPMG, colm.fitzpatrick@kpmg.ie by no later than 5pm on the 17th November 2020.

In addition, forms of general and special proxies are enclosed with this notice. Completed proxies to be used at the meeting must be scanned and submitted by email the same address.

Please note that full details of (1) the requirements to identify attendees at the meeting, (2) the procedure for communicating questions and comments during the meeting and (3) the procedure for voting on resolutions proposed during the meeting will all be available on the Company’s website at <https://cblinsuranceeurope.com/>. Any party who has complied with the requirements specified on the website to identify him/herself will then be provided with details of the virtual meeting.

If you have any questions, please contact a member of our team on +353 1 410 1797 or by email at policyqueries.cblie@kpmg.ie.

Dated: 14th October 2020



Signed:

Kieran Wallace



Cormac O’Connor
Joint Liquidators, CBL Insurance Europe Designated Activity Company (in liquidation)

THE HIGH COURT

Record No. 2020/77 COS

IN THE MATTER OF CBL INSURANCE EUROPE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY

AND IN THE MATTER OF THE INSURANCE ACT 1936

AND IN THE MATTER OF THE COMPANIES ACT 2014

GENERAL PROXY

I/We, _____,

of _____

a creditor hereby appoint _____

to be my/our general proxy to vote at the meeting of creditors to be held in the matter on the 1st of December 2020 or at any adjournment thereof.

Dated: _____ October 2020

Signed: _____

Notes:

- (1) The person appointed general proxy may in a winding up by the Court be the Liquidator or such other person as the creditor may appoint and in a voluntary winding up may be the Liquidator or if there is no Liquidator, the chairman of the meeting or such other persons as the creditor may appoint. The proxy form should be altered accordingly.
- (2) If a firm, sign the firm's trading name and add "by A.B. a partner in the said firm". If the appointor is a corporation, then the form of proxy must be under its common seal and under the hand of some officer duly authorised in that behalf and the fact that the officer is so authorised must be so stated.
- (3) The proxy form when signed must be lodged by the time and at the address stated for that purpose in the notice convening the meeting at which it is to be used.

THE HIGH COURT

Record No. 2020/77 COS

IN THE MATTER OF CBL INSURANCE EUROPE DESIGNATED ACTIVITY COMPANY

AND IN THE MATTER OF THE INSURANCE ACT 1936

AND IN THE MATTER OF THE COMPANIES ACT 2014

SPECIAL PROXY

I/We, _____,

of _____

a creditor hereby appoint _____

to be my/our proxy at the meeting of creditors to be held on the 1st of December 2020 or at any adjournment thereof to vote for/against the resolution (a) that a Committee of Inspection be appointed in accordance with Section 666 of the Companies Act 2015 and, if so resolved, (b) that [•] be appointed to the Committee of Inspection in the notice convening the said meeting.

Dated: _____ October 2020

Signed: _____

Notes:

- (1) The person appointed proxy may in a winding up by the Court be the Liquidator or such other person as the creditor may appoint and in a voluntary winding up may be the Liquidator or if there is no Liquidator, the chairman of the meeting or such other persons as the creditor may appoint. The proxy form should be altered accordingly. A creditor or contributory may give a special proxy to any person to vote at any specified meeting or adjournment there on all or any of the following matters:
 - (a) for or against the appointment or continuance in office of any specified person as Liquidator or as a member of the committee of inspection;
 - (b) on all questions relating to any matter, other than those above referred to, arising at any specified meeting or adjournment thereof.
- (2) If a firm, sign the firm's trading name and add "by A.B. a partner in the said firm". If the appointor is a corporation, then the form of proxy must be under its common seal and under the hand of some officer duly authorised in that behalf and the fact that the officer is so authorised must be so stated.
- (3) The proxy form when signed must be lodged by the time and at the address stated for that purpose in the notice convening the meeting at which it is to be used.